

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 24/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ETS STEINER**

9 route de Rouen  
BP 1161  
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO-ERA-2025-12-419-SG  
Code AIOT : 0005800821

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement ETS STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 04/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 15 décembre 2025 s'inscrit dans le cadre de la remise de la notice de reexamen du site et de la mise à jour de l'étude de dangers (EDD).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETS STEINER
- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel

- Code AIOT : 0005800821
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...

Le site est organisé selon 2 activités principales :

- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;
- activité de formulation.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte tenu de la quantité stockée de substances dangereuses pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 (rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées). Il est autorisé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2010 à exercer ses activités sur le territoire de Saint Marcel.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Inventaire des substances dangereuses	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 14	Demande d'action corrective	1 mois
2	Etude de dangers	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 11	Demande d'action corrective	2 mois
3	Caractéristique des stockages	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
4	Stockage de liquides inflammables	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Système de Gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis le 08 octobre 2025 la notice de réexamen de son EDD accompagnée d'une mise à jour, justifiée par les évolutions intervenues sur le site.

Rappelons aussi que l'exploitant est désormais soumis au régime de la déclaration pour les rubriques 1436, 4331 et 4734 de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant doit s'assurer sous un mois d'être en mesure de fournir un état des stocks répondant aux prescriptions réglementaires de l'article 14 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 avril 2021. L'inspection rappelle qu'en cas de sinistre, ces éléments doivent être fournis de manière rapide et fiable aux autorités.

L'exploitant a revu dans son EDD mise à jour certaines modélisations et présente une nouvelle matrice de criticité. Sous deux mois :

- il doit justifier des évolutions de classement des phénomènes dangereux dans la matrice d'acceptabilité des risques.
- De plus, il est demandé en compléments à l'exploitant, d'étudier les scénarios d'accident mentionnés dans le point de contrôle n°2.

Compte tenu des évolutions réalisées relatives aux points éclair des produits, et au stockage des produits de point éclair <60°C dans un container dédié, il est demandé à l'exploitant sous un mois de:

- mettre à jour, si besoin, le tableau de l'article 8 en indiquant les points éclair des substances stockées;
- justifier de la maintenance réalisée sur ce nouvel équipement : le rapport de contrôle annuel devant préciser les asservissements de sécurité liés à une détection incendie dans le conteneur et leur test sur l'ensemble de la chaîne.

L'inspection invite l'exploitant à solliciter le SDIS pour la réalisation d'exercices.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Inventaire des substances dangereuses

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2021, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des matières dangereuses présentes dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte .</i>  <i>L'exploitant tient à jour un inventaire des substances, mélanges, produits, matières ou déchets permettant de connaître par zone d'activité ou de stockage (bâtiments, réservoirs, aire de stockage, appareils ou équipements) :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• la nature et l'état physique desdites substances, mélanges, produits, matières ou déchets,</li><li>• <u>pour les matières dangereuses</u> : les familles de mention de dangers des substances, produits,</li></ul>

matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées),

- pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses : les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement,
- leur quantité approximative,
- leur mode de conditionnement (fût métallique, bidons, IBC,...).

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

Cet inventaire est tenu à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

#### **Constats :**

L'inspection a demandé à l'exploitant d'éditer l'état des stocks du site. L'extraction consultable dans un premier temps n'a pas permis de classer les produits par rubriques de la nomenclature, mentions de danger et localisation.

L'exploitant a indiqué que les substances classées :

- 1436 sont stockées en cuves aériennes, dans le container des produits inflammables (Z4 Inflammables), le « hangar inflammables » (appelée Z4 combustible sur le plan de l'exploitant) ou sur l'« aire extérieure en cours » proche château d'eau ;
- 4331 sont stockées en cuves aériennes et dans le container Z4 Inflammables ;
- 4734 sont stockés dans des cuves aériennes.

Dans l'extraction du 14 décembre 2025 présentée à l'inspection, les quantités stockées sont inférieures aux seuils autorisés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 février 2024.

L'inspection des installations classées rappelle que malgré l'appellation interne de « combustibles », les substances classées 1436 de points éclair compris entre 60 et 93°C sont réglementairement des substances inflammables. Ainsi, l'article I.2 de l'arrêté ministériel du 24/09/20 modifié précise que les liquides inflammables sont les liquides de mention de danger inflammable H224 - H225 - H226, liquides de point éclair entre 60 et 93°C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3. L'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifié, qui encadre les stockages de liquides inflammables du site, s'applique aux ICPE soumises à déclaration notamment sous les rubriques 1436, 4331 et 4734.

Par ailleurs, un onglet renvoie à un état des stocks vulgarisé.

<p>L'exploitant a transmis après l'inspection les stocks de déchets et de produits dormants du site. Les détails sont précisés en annexe confidentielle.</p> <p>L'exploitant, suite à intervention du service informatique, a ensuite présenté l'état des stocks par rubrique ; les substances classées 4331 sont situées au jour de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- zone 2 : présence d'une armoire avec rétention contenant de l'éthanol (30kg) pour le laboratoire ;</li> <li>- dans la cuve SV16 de la zone 3 ;</li> <li>- dans le conteneur Z4 Inflammables.</li> </ul> <p>L'état des stocks est consultable en temps réel. Les pictogrammes de danger et les mentions de danger des substances ne sont pas visualisables.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer <u>sous un mois</u> d'être en mesure de fournir un état des stocks répondant aux prescriptions du texte susvisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Etude de dangers

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2021, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Reexamen</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire conformément à l'article R.515-98 du Code de l'environnement. La notice peut être remise seule ou, le cas échéant, donner lieu :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à une simple mise à jour de l'étude de dangers ;</li> <li>• ou à une révision de l'étude de dangers.</li> </ul> <p><i>L'étude de dangers est réalisée ou réexaminée et, le cas échéant, révisée à tout moment, à l'initiative de l'exploitant, lorsque des faits nouveaux le justifient ou pour tenir compte de <u>nouvelles connaissances techniques relatives à la sécurité</u>.</i></p> <p><i>Ainsi, a minima une notice de réexamen est attendue à l'occasion de toute modification (produits, procédés mis en œuvre, mode d'exploitation,...) soumise ou non à une procédure d'autorisation ou sur demande de l'inspection des installations classées.</i></p> <p><i>Le préfet peut prescrire un réexamen, par arrêté motivé, après que l'exploitant a été mis à même de présenter ses observations sur le projet d'arrêté.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a remis le 08 octobre 2025 la notice de réexamen accompagnée d'une mise à jour de l'EDD.</p>

L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur la différence de notion, le terme révision étant employé bien que la notice conclut à la nécessité de mise à jour de l'EDD. Pour rappel, si des modifications sont intervenues sur le site sans remettre en cause les conclusions de l'EDD, alors une mise à jour est transmise. Une remise en cause du niveau d'acceptabilité des risques du site devra, elle, entraîner une révision de l'EDD.

L'exploitant a indiqué que les modifications intervenues sur le site depuis la dernière EDD sont :

« - *Suppression du séchage, du broyage et du mélange de poudres : l'établissement ne réalise plus ces opérations en interne et privilégie l'achat et la revente de produits déjà préparés. Cette décision réduit drastiquement le risque lié à la poussière (caractère combustible ou explosif) et limite l'exposition du personnel et de l'environnement ;*

- *Remplacement des produits inflammables par des combustibles : Une partie des produits inflammables est remplacée par des substances classées comme combustibles simples, moins dangereuses. Cette substitution contribue à diminuer le risque d'incendie et d'explosion, renforçant la sécurité des personnes et du site ;*

- *Déplacement du stockage des produits inflammables conditionnés dans un conteneur spécial dédié : Les produits inflammables indispensables sont désormais entreposés dans un conteneur aménagé, à distance des voies ferrées. Cette mesure réduit l'exposition aux sources de dangers externes et répond aux normes de sécurité (confinement, détection, moyens d'intervention), améliorant la protection globale du site. »*

Dans les faits, concernant les liquides inflammables, le site a réduit les quantités et augmenté les points éclairs de certains produits, qui restent des produits inflammables.

La matrice d'acceptabilité est modifiée : des scénarios passent de probabilité D à E, un autre passe de gravité sérieuse à modérée sans que cela ne soit justifié dans la notice.

Par ailleurs, l'inspection relève que l'étude de dangers n'étudie pas, a minima dans l'analyse préliminaire :

- les scénarios de rejets toxiques :

- liés aux tours de lavage
- liés à la perte de confinement de l'HCL
- liés aux scénarios d'incendie

- le scénario de Bleve lié au stockage de bouteilles de gaz extérieur (causé par un événement initiateur ou effet domino) ;

- pour le scénario 2, les effets de surpression sont modélisés mais pas les effets thermiques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit justifier sous deux mois des évolutions de classement des phénomènes dangereux dans la matrice d'acceptabilité des risques.**

**De plus, il est demandé en compléments à l'exploitant, d'étudier les scénarios d'accident mentionnés ci-dessus.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : Caractéristique des stockages**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2021, article 8			
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cuves aériennes			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Localisation	N° de la cuve	Matières stockées	Capacité (m³)
Zone 1 (step)	R09	R é s i d u s   d e f a b r i c a t i o n	10
	R10	R é s i d u s   d e f a b r i c a t i o n	10
	R12	MP liquide corrosif	15
Zone 2	SV01	Eau	100
	SV02	MP liquide corrosif	40
	SV03	MP liquide corrosif	40
	SV04	MP liquide corrosif	35
Zone 3	SV05	Colorant liquide inflammable corrosif	30
	SV06	Colorant liquide inflammable corrosif	30
	SV07	MP liquide assimilé inflammable	25
	SV08	colorant liquide corrosif	30
	SV09	colorant liquide	40



	SV10	colorant liquide	30
	SV11	MP liquide corrosif	25
	SV13	M P l i q u i d e i n f l a m m a b l e	40
	SV14	MP liquide assimilé inflammable	25
	SV15	MP liquide assimilé inflammable	20
	SV16	M P l i q u i d e i n f l a m m a b l e	40
	SV17	colorant liquide	25
	SV18	colorant liquide	40
	SV19	colorant liquide inflammable	60
	SV20	colorant liquide	60

#### Constats :

L'inspection a constaté dans la mise à jour de l'EDD que les substances identifiées Inflammables dans l'EDD de 2020 ont été nommées Combustibles en 2025.

En effet, l'exploitant a réalisé un travail conséquent d'augmentation des points éclair des substances stockées sur le site. Pour exemple, dans la cuve aérienne SV05 de la zone 3, le produit était un colorant liquide inflammable corrosif selon l'APC visé. L'inspection a demandé la Fiche de Données de Sécurité du produit actuellement stocké dans la cuve : il ne possède pas les mentions de danger H224/225/226 mais un point éclair entre 60 et 93°C, il est par conséquent classé inflammable sous la rubrique 1436.

Sur le terrain, l'inspection a constaté l'identification des cuves.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé sous un mois, à l'exploitant de mettre à jour, si besoin, le tableau de l'article 8 en

indiquant les points éclair des substances stockées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Stockage de liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/04/2021, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Petits contenants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Le hangar « inflammables » et l'aire extérieure « En cours » sont dédiées au stockage de liquides inflammables ou à haut point éclair en petits contenants.</i></p> <p><u>Concernant le hangar « inflammables » :</u></p> <p><i>Le hangar « inflammables » permet le stockage des produits inflammables ou à haut point éclair. Ces produits sont conditionnés en bidons, fûts métalliques ou IBC.</i></p> <p><i>Afin de limiter les flux thermiques en cas d'incendie, le stockage est réalisé en respectant la géométrie suivante :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 8,3 m de longueur,</li> <li>• 7 m de largeur.</li> </ul> <p><u>Concernant l'aire extérieure « En cours » :</u></p> <p><i>L'aire extérieure « En cours » permet le stockage des produits inflammables ou à haut point éclair. Ces produits sont conditionnés en fûts métalliques ou IBC.</i></p> <p><i>Afin de limiter les flux thermiques en cas d'incendie, le stockage est réalisé en respectant la géométrie suivante :</i></p> <p><i>avec : L1 = 15m, L2 = 10,25m, L3=16m et L4=4,7m.</i></p> <p><i>La hauteur de stockage est limitée à 2,6 m de hauteur (soit 2 niveaux de stockage maximum pour les IBC).</i></p> <p><i>L'aire extérieure « En cours » doit être matérialisée (marquage au sol, bordures anti-stationnement en béton, panneaux d'information,...) afin que la géométrie de la zone de stockage soit respectée.</i></p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le terme « hangar inflammables » est remplacé par « garage produits combustibles » dans l'EDD mise à jour de 2025. Dans les faits, des produits classés 1436 de points éclair entre 60 et 93°C peuvent y être stockés, ainsi que sur l'aire extérieure en cours (château d'eau).</p> <p>Les produits classés 4331 ne sont pas autorisés sur ces emplacements, selon les indications de l'exploitant.</p> <p>Le container Z4 Inflammables a été mis en place mi-2024 afin de stocker notamment les produits classés 4331. Le conteneur possède notamment les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- coupe feu 2h avec fermeture automatique des portes ;</li> <li>- rétention de 50 % du volume (4 rétentions de 1500L, le conteneur pouvant stocker 12GRV) ;</li> <li>- système autonome de détection / extinction poudre/ alarme visuelle et sonore.</li> </ul>

L'exploitant indique que les portes du conteneur sont gardées fermées, hors utilisation. Des caméras thermiques ont été installées en novembre 2025, celles-ci permettent de couvrir la zone 4 (conteneur, hangar) et l'aire extérieure en cours proche château d'eau. Elles sont reliées à un service de télésurveillance qui doit réaliser (selon l'avenant du 07 novembre 2025 transmis par l'exploitant) la levée de doutes à distance. Le service doit ensuite contacter l'astreinte du site.

L'exploitant a indiqué en séance avoir prévu une maintenance annuelle sur le conteneur. Un premier entretien a été réalisé le 13 novembre 2025. L'inspection des installations classées relève que le rapport de contrôle ne précise pas les fonctions de sécurité, les asservissements et leurs tests lors du contrôle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant devra justifier sous un mois des asservissements de sécurité liés à une détection incendie dans le conteneur et de leur contrôle qui doit être explicite dans les rapports d'entretien.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Système de Gestion de la sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Audits

**Prescription contrôlée :**

**6. Surveillance des performances**

*Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.*

**7. Audits et revues de direction**

*Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.*

**Constats :**

La partie 5 de la notice reprend les demandes formulées lors des inspections et fait le lien avec les conséquences éventuelles sur l'EDD.

L'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur la réalisation d'audits internes/externes. Il résulte que le site réalise des audits mensuels basés sur plusieurs points de vérification. Le SGS n'est pas audité individuellement mais inclus avec les audits de certification 9001 et 14001. Un plan d'actions est ensuite édité par service.  
L'exploitant n'a pas eu d'audit groupe depuis plusieurs années.

L'inspection souligne que l'item 5 de la notice de réexamen doit également mentionner les contrôles internes, le cas échéant les écarts relevés et les actions mises en place. Ces éléments doivent permettre à l'exploitant de conclure sur la remise en cause des éléments de l'EDD.

**Type de suites proposées :** Sans suite